Rappel des mandats urgence écologique

Éléments issus du congrès d'orientation 2023

Former les étudiants aux enjeux écologiques

CONSTAT

Une synthèse des groupes de travail mis en place par le ministère de l'enseignement supérieur a été transmise aux établissements pour que ces derniers rédigent leur plan de transition écologique et son intégration dans les formations. L'objectif est qu'à terme tou·tes les étudiant·es suivent une unité d'enseignement sur les problématiques de changement climatique et de biodiversité. Plusieurs problèmes émergent des recommandations du ministère : auto-formation des enseignant·es à l'aide de tutoriels sous forme numérique, saupoudrage qui relève d'une opération de « greenwashing », standardisation des contenus très orientés vers les préoccupations du monde socio-économique, marginalisation des enseignements existants. Ce document est surtout idéologique mettant en valeur une politique productiviste s'appuyant sur des groupes de réflexion tel que le Shift Project, en outre, dans un contexte marqué par des politiques inexistantes, voire carrément nocives, en matière environnementale.

CE QUE L'ON DÉFEND SYNDICALEMENT

Le SNESUP-FSU défend une politique ambitieuse généralisant des formations spécifiques à l'écologie et à l'environnement, mais également pour l'ensemble des formations une éducation politique sur ces enjeux en s'appuyant sur la littérature scientifique. Pour le SNESUP-FSU, l'université publique se doit de préparer les étudiant·es à comprendre, analyser et agir dans un monde confronté aux dérèglements environnementaux et par conséquent incertain. Les défis auxquels nos sociétés font face découlent les questions environnementales, et notre capacité à opérer les transitions nécessaires (démocratiques, économiques, sociales, technologiques, etc.) qui reposera sur les générations futures dans tous ces domaines. Nos formations universitaires doivent être à même d'anticiper ces changements et d'accompagner les étudiant·es dans cette direction.

Pour assurer ces nouveaux défis, le gouvernement se contente d'effets d'annonces et d'affichage sans effets. Le SNESUP-FSU réaffirme la nécessité d'avoir des moyens supplémentaires et un encadrement à la hauteur, qui passe par la création de postes de titulaires. Les projets étudiant·es ne peuvent en outre être financés par des fonds sociaux déjà sous dotés (CVEC, FSDIE, etc). De même, la construction d'objets d'enseignements sur les questions écologiques nécessite du temps collectif pour réfléchir ensemble, échanger, mutualiser les pratiques. Par conséquent les universitaires ont besoin de temps de travail, intégré dans les services pour permettre leur formation continue et l'intégration dans les enseignements, via des problématisations propres à la discipline enseignée. A contrario, des UE bloquées, standardisées, tendant parfois à la moralisation ne seront pas à même de répondre aux désirs exprimés par les étudiant·es de bénéficier de formations prenant en compte les défis écologiques et sociaux auxquels nos sociétés sont confrontées.

Pour le SNESUP-FSU, les contenus de formation doivent être construits par les universitaires, en appui sur la recherche scientifique et doit favoriser le débat, la disputatio et la controverse scientifique à même de développer la pensée critique des étudiant·es. Enfin, le pilotage doit relever des enseignant·es et enseignant·es-chercheur·es et non des ingénieur·es pédagogiques.

En conclusion le SNESUP-FSU prône une politique publique ambitieuse pour engager nos sociétés dans les transitions écologiques et dans une perspective de justice sociale. Cela doit se traduire dans les formations universitaires mais également dans les rénovations globales du bâti universitaire et plus généralement dans toutes les politiques menées dans l'ESR, tant au niveau national que local.

Nous poursuivrons dans notre syndicat les débats avec la volonté de porter les controverses. Nous ferons aussi valoir nos contre-propositions, en cherchant les alliances avec d'autres organisations syndicales et/ou associations.

Améliorer les campus universitaires

La rénovation des bâtiments universitaires est urgente en raison à la fois de l'état vétuste des campus, dont une grande partie des bâtiments date des années 60 et a été mal entretenu, et de la nécessité de rénovation liée à la transition écologique. Le SNESUP-FSU revendique un plan national relatif à la rénovation énergétique, financé par le MESR sur une ligne budgétaire spécifique, sans passer par des appels à projet.

Recherche

Les financements fléchés via les AAP entravent la recherche fondamentale et de long terme alors qu'elle est rendue encore plus nécessaire face aux défis climatiques, sanitaires et sociaux. Le fléchage des financements peut également limiter la réorientation des recherches souhaitée par certains collègues.

Les bouleversements actuels et à venir confirment les méfaits d'un système capitaliste et productiviste qui aggrave les inégalités sociales et détruit les équilibres sociaux et environnementaux en maintenant le modèle d'une croissance infinie dans un monde aux ressources limitées. La recherche effrénée de profits détruit les écosystèmes en déréglant le climat et la nature[3]. Le bouleversement climatique et environnemental va de fait modifier profondément nos façons de faire de la recherche.

Le SNESUP défend la nécessité de retour à des financements pérennes et la garantie des libertés académiques qui renforceraient probablement aussi les recherches sur le climat. L'organisation actuelle de la recherche ne permettant pas de bifurquer facilement, les collègues qui le souhaitent doivent pouvoir accéder à des financements et à du temps pour réorienter leurs recherches (par exemple via l'accès à des CRCT).

Le CIR, que nous continuons à dénoncer, contribue dans de nombreux cas au financement d'activités nuisibles à l'environnement. Le SNESUP demande à ce que l'argent public du CIR soit redéployé dans le service public de recherche. Cela permettrait de financer par exemple largement des actions dans les établissements, notamment sous l'impulsion des élu-es dans les conseils (rénovation thermique des bâtiments, développement des mobilités douces).

Nous refusons les discours culpabilisants, qui sur-responsabilisent les individus, par exemple concernant les déplacements des personnels de la recherche. Par ailleurs, le SNESUP continue de dénoncer la course à la publication et l'évaluation individuelle des chercheurs. La participation à des congrès (internationaux) ne doit plus être un critère pour l'évaluation.

Le SNESUP rappelle que les connaissances scientifiques validées n’ont cessé de confirmer les prévisions faites par les différents rapports du GIEC depuis plus de 30 ans. Nous faisons face au changement climatique, à son accélération, et à ses conséquences. Cela implique que nous réfléchissions collectivement et syndicalement aux implications sur nos conditions de travail ainsi que sur l'organisation de nos recherches.